



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Marché public de prestations intellectuelles

Règlement de consultation (RC)

Acheteur :

L'Etat,
Le Ministère chargé des Transports,
La Préfecture de région Hauts-de-France, La DREAL Hauts-de-France

Représentant de l'acheteur :

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
par délégation de Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France,
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord
(Arrêté R32-2024-02-05-00024 du 5 février 2024)

Objet de la consultation :

Étude pour l'identification de sites d'implantation
de terminaux multimodaux dans les Hauts-de-France

Remise des offres :

Date et heure limites de réception :

18 juillet 2025 à 12 : 00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

Sommaire

Article 1	Objet de la consultation.....	4
Article 2	Conditions de la consultation.....	5
2.1	Définition de la procédure.....	5
2.2	Décomposition en tranches et en lots.....	5
2.3	Nature de l'attributaire.....	5
2.4	Variantes.....	5
2.5	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2.6	Cadre de la négociation.....	6
2.7	Délai de réalisation.....	6
2.8	Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2.9	Délai de validité des offres.....	6
2.10	Propriété intellectuelle.....	6
2.11	Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2.12	Clauses sociales et environnementales.....	6
Article 3	Déroulement de la consultation.....	7
3.1	Solution de base.....	7
3.2	Variantes.....	11
Article 4	Sélection des candidatures, jugement et classement des offres.....	11
4.1	Sélection des candidatures.....	12
4.2	Jugement et classement des offres.....	12
Article 5	Condition d'envoi ou remise de l'offre.....	13
5.1	Offre remise par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation	13
5.2	Copie du support physique électronique.....	14
Article 6	Renseignements complémentaires.....	15

Marché public de prestations intellectuelles

Règlement de consultation (RC)

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1 Objet de la consultation

Les prestations, objet du présent marché, concernent un marché de services ayant pour objet une mission d'études techniques de déclinaison régionale du schéma directeur national du transport combiné (mesure 46) issu de la stratégie nationale pour le développement du fret ferroviaire.

Elle consiste à rechercher des sites potentiels d'implantation de terminaux multimodaux en Région Hauts-de-France au regard des sites multimodaux existants, des trafics actuels et potentiels, des projets de développement et des besoins aux horizons 2030, 2040, 2050.

La mission consiste à :

- analyser l'offre existante : revue des plateformes multimodales et des terminaux de transport combiné fluviaux et ferroviaires, actualisation des entrants, trafic annuel, mesure des capacités résiduelles, potentiels de marchés, de développement et de report modal par segment et analyse des projections de trafics ;
- conduire des entretiens pour entendre et traduire les besoins des acteurs, chargeurs et opérateurs de transport et de logistique pour encourager le report modal ;
- identifier les projets de modernisation, d'extension ;
- tenir compte du développement de futures plateformes multimodales inscrites dans le projet de canal Seine-Nord Europe ;
- identifier en fonction des projections de trafics et des besoins, de nouveaux terminaux de transport combiné sur des plateformes existantes, sur des sites déjà étudiés ou sur de nouveaux sites potentiellement pertinents ;
- définir un programme de développement et d'investissement, phasé et, hiérarchisé des sites retenus à termes.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Hauts-de-France.

Article 2 Conditions de la consultation

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2.6 Cadre de la négociation

Sans objet.

2.7 Délai de réalisation

Les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.10 Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

2.11 Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2.12 Clauses sociales et environnementales

2.12.1 S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ces conditions sont précisées dans l'article 11 du CCAP.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

2.12.2 S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

L'attributaire veillera à échanger avec la maîtrise d'ouvrage, de préférence par visio/audioconférence.

Il limitera ses déplacements en fonction des besoins, de l'avancement et des rendus et privilégiera des solutions de déplacements les moins émissifs de GES.

Il produira un ensemble de rendus à transmettre par plateforme dématérialisée.

Article 3 Déroulement de la consultation

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Solution de base

3.1.1 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.1.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous dossier :

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français : - la nécessité de détenir une autorisation spécifique ou d'être membre d'une organisation (partie IV A 2)

Si le candidat n'utilise pas le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> - Commande publique/Formulaires de la commande publique ;

En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire :

- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant,
- les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ; Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Sans objet.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Expérience : La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur ;
- Capacités professionnelles : L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;
- Les certificats de qualifications professionnelles suivants : Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes ; la preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Capacités techniques : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Dans un autre sous dossier :

- **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr

Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification. Seule la colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif qui devra être structuré de manière claire et répondre aux éléments suivants :

▪ **Compréhension du contexte et des enjeux de la mission**

Le candidat présentera son analyse du contexte territorial, réglementaire et opérationnel de l'étude, ainsi que sa compréhension des objectifs et enjeux. Il pourra inclure une lecture critique du corpus documentaire remis.

▪ **Méthodologie proposée pour la réalisation de la mission**

Une note méthodologique détaillera l'approche retenue pour chacune des phases de la mission, à savoir :

- Une **période de préparation opérationnelle** (1 mois), incluant notamment les modalités de prise de connaissance des éléments et de cadrage de la mission avec le maître d'ouvrage (réunions hebdomadaires à minima).
- Une **phase exploratoire** (3 mois) comportant :
 - Une analyse des données existantes (études, données thématiques, offre multimodale actuelle, projets à venir) ;
 - Une méthodologie d'entretiens avec les acteurs privés et publics concernés ;
 - Des comités de concertation départementaux et des premières pistes d'optimisation des plateformes multimodales.
- Une **phase d'analyse** (3 mois) comportant :
 - Une recherche et une analyse multicritère de sites potentiels d'implantation ;

- Une analyse de préfaisabilité ;
- Des restitutions intermédiaires et une présentation finale à l'assemblée générale du Conseil de Coordination Interportuaire et Logistique de l'Axe Nord.

Cette partie précisera également les modalités de concertation prévues avec les parties prenantes.

▪ **Organisation et moyens mobilisés**

Le candidat indiquera :

- L'organisation de l'équipe projet (composition, répartition des rôles, disponibilités) ;
- Les moyens humains, techniques et financiers mobilisés pour mener à bien l'étude ;
- Le calendrier prévisionnel détaillé ;
- Les outils et documents de suivi proposés pour rendre compte de l'avancement de la mission (type de livrables, fréquence des restitutions).

▪ **Capitalisation sur l'expérience du candidat**

Une présentation des connaissances, compétences ou références antérieures jugées utiles à la bonne exécution du marché pourra être jointe (études similaires, expériences sur des territoires comparables, outils spécifiques déjà éprouvés, etc.).

3.1.3 Fourniture de maquettes et de prototypes

Sans objet.

3.1.4 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

3.2 Variantes

Sans objet.

Article 4 Sélection des candidatures, jugement et classement des offres

L'acheteur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

L'acheteur commencera Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Critère d'attribution	Pondération
Valeur technique (N_{VT})	60%
Valeur prix (N_P)	40%

Les critères sont soumis à la formule suivante : $N = N_{VT} \times 0,6 + N_P \times 0,4$

La notation du critère prix (évaluée sur 100 points) est donnée ici : $N_P : 100 \times P_o/P_i$

P_o : montant de l'offre moins disante ; P_i : montant de l'offre jugée et 100 la note maximale attribuée au candidat qui proposera le prix le plus faible

La valeur technique sera évaluée sur 100 points à partir du mémoire technique du candidat, selon les trois sous-critères suivants :

- **Compréhension du contexte et des enjeux (note sur 30/100)**
Ce sous-critère apprécie la capacité du candidat à s'approprier le contexte territorial, réglementaire et opérationnel de la mission. Il inclut l'analyse des enjeux spécifiques, la reformulation pertinente des objectifs de l'étude, ainsi qu'une lecture critique et argumentée des documents fournis par le maître d'ouvrage.
- **Qualité de la méthodologie proposée (note sur 40/100)**
Ce sous-critère évalue la clarté, la cohérence et la pertinence de la démarche méthodologique. Sont notamment attendues une structuration rigoureuse des différentes phases de l'étude, une articulation logique des jalons, des outils adaptés pour l'analyse et la restitution, ainsi qu'une prise en compte effective de la concertation avec les parties prenantes.
- **Organisation des moyens humains et techniques (note sur 30/100)**
Ce sous-critère porte sur l'adéquation des moyens proposés à la complexité de la mission. Il comprend la composition de l'équipe, la répartition des rôles et compétences, la disponibilité des intervenants, la qualité de la coordination interne, ainsi que la pertinence du planning proposé au regard des attendus de l'étude.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Article 5 Condition d'envoi ou remise de l'offre

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SMI-UN-EtudeTC**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5.2 Copie du support physique électronique

5.2.1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** ».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse

DREAL Hauts-de-France
Service Mobilité et Infrastructures
Pôle Mobilités
44, rue de Tournai
CS 40259 59019 Lille Cedex

et la mention suivante : « **NE PAS OUVRIR** »

En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5.2.2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 6 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation : <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.